

Triple assassinat à Paris des militantes kurdes de Turquie : les pistes

lundi 21 janvier 2013, par [Jean Marcou](#)

5 jours après l'assassinat de trois militantes du PKK, le 9 janvier dernier, au Centre d'information Kurde, dans le X^e arrondissement à Paris, les supputations continuent à essayer de percer le mystère d'une affaire qui n'a encore livré que peu d'indices.

Il est probable que la brutale exécution de Sakine Cansız (*Sara*), Fidan Doğan (*Rojbin*) et Leyla Söylemez est liée à l'initiative qui a vu récemment le gouvernement turc renouer le dialogue avec Abdullah Öcalan, le leader du PKK qui purge une peine d'emprisonnement à vie sur l'île d'İmralı, au large d'Istanbul. Le triple assassinat de Paris aurait ainsi cherché à saboter ce que l'on avait commencé à appeler « le processus d'İmralı » (cf. notre édition du 7 janvier 2013 : « [Le "processus d'İmralı", nouvel espoir de résolution de la question kurde ?](#) ») au moment où ce dernier faisait renaître l'espoir de mettre définitivement un terme à la guerre civile larvée qui a fait plus de 40 000 morts et provoqué le déplacement de 2 millions de personnes, en Turquie, depuis 1984.

Pour expliquer ce crime, plusieurs hypothèses ont été avancées ces derniers jours : celle d'un conflit interne au sein de la mouvance kurde, celle d'une réaction des milieux ultranationalistes turcs, celle de l'intervention de puissances étrangères. Or, s'il est difficile de se prononcer sur ces pistes, en revanche on peut essayer de voir ce qu'elles nous disent sur l'avenir du « processus d'İmralı ».

L'hypothèse qu'un conflit interne au sein du PKK, ou plus généralement entre ses multiples ramifications et tendances dissidentes, est alimentée par la longue histoire des règlements de compte au sein de la mouvance rebelle kurde. Militante historique du PKK, issue de la minorité alévie kurde de Tunceli-Dersim, proche d'Abdullah Öcalan et favorable aux pourparlers en cours, Sakine Cansız, dont le compagnon a été assassiné en 1991, a déjà été atteinte personnellement par les dissensions internes de l'organisation. C'est ce qui explique que beaucoup considèrent qu'elle était probablement la première visée en l'occurrence. A cela s'ajoute le fait que par le passé, les prises de contact entre le PKK et le gouvernement ont fait l'objet de tentatives de sabotages, instruites par des éléments dissidents. Ainsi en 2010, alors que se déroulaient des pourparlers confidentiels entre le gouvernement et le PKK à Oslo, des attentats atypiques avaient été commis par une faction de radicaux (*les Faucons de la Liberté*), condamnée d'ailleurs par le PKK. Le coup a pu venir en outre de ramifications iranienne ou syrienne de l'organisation. Ainsi, une partie de la presse turque met en cause Hüseyin Fehmin (*Bahoz*), un kurde syrien, qui aurait été le commanditaire d'une attaque meurtrière le 7 janvier dernier dans la province de Hakkari, déjà analysée par beaucoup comme un acte visant à nuire au « processus d'İmralı ». Mais un mouvement dissident opérationnel à proximité de ses bases avait-il les moyens d'agir en plein Paris ? En tout état de cause, si une piste de ce genre devait être la bonne, elle poserait plus que jamais le problème de savoir qui est habilité à représenter les Kurdes dans une négociation avec la Turquie. Alors même que s'engageait le « processus d'İmralı », on a pu observer d'ailleurs que la question avait été posée et que, si beaucoup de représentants kurdes s'accordaient pour voir en Öcalan une sorte de symbole à l'égard duquel le gouvernement turc se devait de faire un geste (*mise en résidence surveillée...*), certains s'interrogeaient sur la capacité du dirigeant emprisonné à ordonner un abandon de la lutte armée et à négocier seul une solution politique.

L'hypothèse d'une réaction ultra-nationaliste turque se nourrit des antécédents nombreux de « l'État profond », cette collusion souterraine de militants d'extrême-droite, de membres des services de renseignement ou de barbouzes diverses et variées. Dans les années 1990, ce « *Gladio* » turc a notamment

mené une guerre de l'ombre contre les Kurdes, en recourant à de nombreuses exécutions sommaires ou à des disparitions. Pourtant, les experts voient mal le gouvernement turc commanditer, même indirectement, une telle exécution à Paris, sur le territoire de l'un de ses alliés de l'OTAN, à plus forte raison d'ailleurs parce qu'il venait d'habiliter ses services de renseignement à reprendre le dialogue avec le PKK. En outre, « *l'État profond* » a été fortement atteint, ces dernières années, par les procès pour complot, en particulier par les conséquences de l'affaire Ergenekon. Certains des tentacules plus ou moins contrôlés de ce réseau qui ont probablement organisé l'assassinat du journaliste Hrant Dink en 2007, ont peut-être survécu. Mais si cette piste devait se confirmer, elle indiquerait que c'est en quelque sorte le gouvernement turc qui, dans la négociation, maîtrise mal ses troupes et notamment les activités d'un appareil d'État qu'il est sensé tenir en main. Ceci serait particulièrement grave et bien sûr du plus mauvais effet.

Enfin, force est de constater que les assassinats de Paris arrivent au moment où des puissances extérieures, comme l'Iran ou la Syrie, ont intérêt à frapper et la Turquie et la France. La Syrie dispose de services aguerris. Elle a notamment montré dans un passé récent sa capacité à intimider physiquement ses opposants ayant trouvé refuge en France. L'Iran pour sa part a un passif conséquent en matière d'actions occultes. Des agents iraniens semblent de surcroît avoir été à la manœuvre, ces derniers mois, en Turquie. Reste à savoir si Téhéran et surtout Damas étaient en mesure actuellement de monter une telle opération sur le territoire d'un État étranger. Il est vrai que les deux États ont pu aussi infiltrer et instrumentaliser des branches iraniennes et syriennes du PKK, contribuant ainsi à croiser cette troisième hypothèse avec la première dont nous avons déjà parlé. Mais si la main de puissances extérieures, comme l'Iran ou la Syrie, était derrière l'attentat de Paris, cela voudrait dire que ces puissances sont en mesure de peser de façon déterminante sur le cours de la question kurde en Turquie et qu'elle joue la carte d'un pourrissement définitif de leurs relations avec ce pays...

Il était à craindre que cette situation où les principaux protagonistes font figure de suspects contribue à crispier les positions en présence. Après un accueil prudent de la nouvelle, Recep Tayyip Erdoğan a clairement montré que l'hypothèse d'un règlement de compte kurdo-kurde avait sa préférence, tandis que le PKK montrait du doigt la Turquie. Au cours du week-end dernier, la France s'est même retrouvée au cœur de la confrontation, les deux parties la mettant en cause. Dès le lendemain du crime, en effet, le PKK évoquait « *une responsabilité* » du gouvernement français dans l'enquête, comme s'il le soupçonnait de vouloir, le cas échéant, couvrir des agissements turcs inavouables. Inversement, Recep Tayyip Erdoğan s'étonnait que François Hollande ait pu déclarer connaître l'une des victimes (*probablement Fidan Doğan*) et a demandé au président français de s'expliquer sur ses relations avec des « terroristes ». Un représentant officiel turc a depuis rogné les angles en expliquant qu'en tout état de cause, il fallait savoir si les relations de François Hollande cette militante assassinée étaient ou non antérieures à son élection à la présidence.

Les représentants du BDP, qui sont venus s'informer de la situation sur place et participer à la manifestation kurde de Paris, samedi 12 janvier, ont pour leur part, cherché à déminer le terrain, en affirmant que les autorités policières françaises prenaient leur rôle au sérieux et que l'on ne pouvait pas utiliser le terme « terroriste » pour désigner les victimes de l'attentat, ces dernières étant investies dans des activités politiques. En ce début de semaine, la volonté de préserver le « processus d'İmralı », semble donc à nouveau prévaloir. La présidente du groupe BDP au Parlement, Pervin Buldan a souhaité la poursuite des efforts engagés, tandis que le principal conseiller du premier ministre, Yalçın Akdoğan, estimait que les espoirs d'un règlement durable du problème kurde étaient trop forts pour que les initiatives s'éteignent et que le « *sabotage de Paris* » réussisse...

Sources

[Triple assassinat de Paris : les pistes et leurs éventuelles conséquences](#)

OViPoT - Jean Marcou - mardi 15 janvier 2013